

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	36
• Voix	233
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	250
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Pouban, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles

**OBJET : Affaires générales / Délégations au président****Exposé des motifs :**

Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales ;

Il est rappelé au regard de l'article énoncé ci-dessus que : « le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1. du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
2. de l'approbation du compte administratif ;
3. des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
4. des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
5. de l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
6. de la délégation de la gestion d'un service public ;
7. des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

L'article L. 5211-10 précise par ailleurs que, pour la complète information de l'assemblée : « lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant ».

Hors de ces matières limitativement énumérées, le comité syndical d'un syndicat mixte ouvert à la carte est libre de déterminer les domaines et compétences dans lesquels il juge bon de procéder à des délégations de pouvoir tant au président qu'au bureau.

Considérant les besoins de fonctionnement au quotidien de l'établissement, il est proposé que le comité syndical délègue les attributions suivantes au président de l'Institution Adour.

Le président du comité syndical est l'exécutif du syndicat mixte. Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical, des collèges, ou du bureau, procédant par délégation de celui-ci. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes de l'EPTB. Il est le seul habilité à signer les marchés publics et toutes autres conventions passées par l'Institution Adour. Il est habilité à signer les décisions de réception des ouvrages et les conventions particulières pour l'entretien des ouvrages. Le président de l'Institution Adour est habilité à autoriser les interventions d'urgence à partir des inscriptions budgétaires prévues à cet effet. Il établit si besoin est, des priorités dans les propositions de subventions (études et travaux) pour l'engagement immédiat d'un crédit disponible, étant précisé que les critères du choix devront concerner bien entendu, le degré de préparation de l'opération (financement et dossier d'exécution). Il signe les demandes et les conventions de financement sur les bases validées lors de la programmation. Il est le chef des services créés par l'Institution. Il est le seul chargé de l'administration. Il nomme, par arrêté, les agents affectés aux emplois créés. Il intente les actions en justice au nom de l'Institution Adour en vertu de la décision du bureau. Sur l'avis conforme du bureau, il peut répondre à toute action intentée contre l'Institution Adour.

Il est proposé de déléguer au président les attributions suivantes conformément à l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales et par référence aux délégations prévues à l'article L.2122-22 du même code et lui donner pouvoir :

- * D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics,
- * De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics dans la limite de montant inférieur ou égal à 50 000 € HT,



- * De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- * De procéder aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts (renégociations, remboursements anticipés, ..., tels que prévus aux contrats desdits emprunts) ainsi que les avancées d'échéance,
- * De réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000 €,
- * De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- * De signer tout acte d'acquisition, d'échange, de rétrocession, d'inscription de servitudes ou de droit réel lorsque ces actes ont été autorisés par le comité syndical ou le bureau dans le cadre de ses délégations,
- * D'accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance,
- * De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité,
- * D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges, sans préjudice des dispositions de l'article,
- * De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €,
- * De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,
- * De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la collectivité à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,
- * D'autoriser, au nom du l'Institution Adour, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- * De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par l'organe délibérant, l'attribution des subventions,
- * De procéder, dans les limites fixées par l'organe délibérant, au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens du syndicat mixte,
- * De signer les conventions de stage pour accueillir des personnes en cursus de formation y compris les stages dont la durée implique le versement d'une indemnité, dans la limite du plancher prévu.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver les délégations de pouvoir au président telles que listées ci-avant.



Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE